

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°73 OCT-NOV
2023

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

EMMAÜS : GRÈVE ILLIMITÉE CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE



INTERNATIONAL

**Palestine : le « Déluge
d'al-Aqsa » relance
la lutte anticoloniale**

P. 8

INTERNATIONAL

**Haut-Karabakh : la
guerre d'agression entre
dans une nouvelle phase**

P. 12

THÉORIE

**La longue crise
économique de
l'impérialisme pourrissant**

P. 16

La lutte s'intensifie en 2023

Chères lectrices, chers lecteurs,

Voilà un an que nous avons lancé nos efforts pour développer la Cause du Peuple comme une organisation prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Nous avons lutté et défendu les luttes qui mettaient en avant la classe, contre l'opportunisme et en étant toujours du côté de la combativité face à l'inertie.

Quels beaux moments de lutte nous avons vécu en 2023 ! La Cause du Peuple était dans de nombreuses villes pour les immenses manifestations de la mobilisation contre la réforme des retraites de Macron et de la bourgeoisie. Nous nous sommes faits connaître dans de nouveaux endroits, nous avons été au plus proche des manifestations légales comme illégales qui ont été rejointes non pas par des milliers mais par des millions de personnes.

Nous avons pu partager avec vous le retour du terrain de Sainte-Soline, où la « bataille de l'eau » a tourné à la répression déchaînée. Par la suite, nous avons soutenu totalement les révoltes de cet été, qui étaient une rébellion juste contre les violences policières et l'État bourgeois. Dans tous ces événements, nous n'avons pas cherché à nous tenir « à côté » des masses, comme de simples journalistes, mais à rendre compte de la mobilisation des masses en étant en leur sein. Des journalistes, pourquoi pas, mais des révolutionnaires avant tout.

Les événements récents, comme l'opération Déluge d'Al-Aqsa en Palestine et le siège de

Gaza, rappellent à quel point la construction d'un média révolutionnaire n'est pas une affaire secondaire.

Tandis que tous les médias bourgeois aboient, que CNews déchaîne le racisme et demande un massacre, il est plus que jamais nécessaire d'avoir un point de vue prolétarien clair.

Mais un journal n'est qu'un point de départ. C'est un outil d'organisation qui mène à davantage d'organisation dans tous les domaines. Lors de l'année 2023, nous avons rapporté des actualités de nombreuses organisations, françaises comme internationales. Cela a permis de faire connaître des luttes locales, de Lille à Lyon, de Paris à Limoges et bien au-delà. Car finalement, ces luttes ne sont jamais purement locales. Elles ne sont que l'expression, à un endroit et à un moment précis, de la lutte générale du prolétariat pour son émancipation. Nous proposons par conséquent à nos lectrices et à nos lecteurs, à nos camarades dans tout le pays, de continuer le développement de la presse révolutionnaire pour continuer le développement du mouvement révolutionnaire.



EN UNE

Manifestation des travailleurs sans-papiers grévistes d'Emmaüs à Lille, le 26 août dernier.

SOMMAIRE

- 4 Grève à Emmaüs : « *Abbé Pierre, réveille-toi, ils sont devenus fous !* »
- 6 NUPES : la fin annoncée d'une alliance électorale opportuniste
- 7 Le mégaprojet de l'impérialisme yankee soulève des différends avec la Chine
- 8 Palestine : le « Déluge d'al-Aqsa » relance la lutte anticoloniale
- 12 Annexion du Haut-Karabakh : la guerre d'agression entre dans une nouvelle phase
- 13 En Éthiopie, les nettoyages ethniques continuent avec l'aval des impérialistes
- 14 Brésil : des familles paysannes expulsées reprennent leurs terres
- 15 Actualités de la Révolution aux Philippines
- 16 Théorie : la longue crise économique de l'impérialisme pourrissant
- 18 En France, la stérilisation honteuse des femmes handicapées

la Cause du peuple

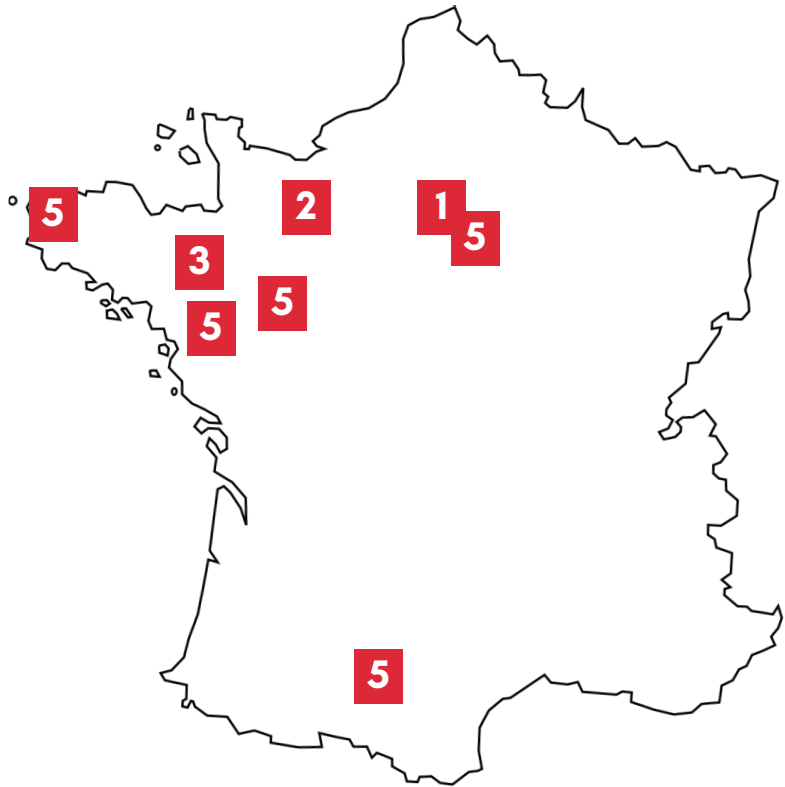
est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire.

Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 ILE-DE-FRANCE : LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS DES CHANTIERS DES JO OBTIENNENT LA VICTOIRE !

Le 17 octobre, 600 ouvriers tiennent plus de 33 piquets de grève en Ile-de-France. À Porte de la Chapelle, ils envahissent à une centaine le chantier de l'Arena qui sera utilisée pour les JO. Ils revendiquent d'être régularisés. En effet, quelle hypocrisie pour l'impérialisme français qui crie contre l'immigration mais qui embauche des sans-papiers pour les chantiers de « ses » JO ! Les Gilets Noirs, que nous avons soutenu pendant leur envahissement du Panthéon en 2019, mais aussi des syndicats, ont participé. Le soir même, une première victoire était obtenue et plusieurs centaines de régularisations étaient annoncées.



2 ORNE : À ARGENTAN, L'USINE MARELLI PRÉVOIT 167 LICENCIEMENTS, LES SALARIÉS EN GRÈVE

Dès janvier de cette année, les ouvriers de cette usine de moteurs avaient senti le coup fourré. Ils avaient fait grève pendant 22 jours pour exiger que leur site ne soit pas délocalisé par le groupe, qui emploie 50 000 personnes dans le monde. La direction s'était engagée, mais elle a annoncé finalement un « Plan de sauvegarde de l'emploi » (c'est-à-dire des beaux mots pour annoncer des licenciements économiques) en octobre 2023. Une nouvelle grève a été démarrée par les ouvriers qui refusent qu'on leur retire leur gagne-pain aussi facilement.

3 RENNES : GRÈVE À LA PLATEFORME IN- DUSTRIELLE COURRIER

La plateforme industrielle courrier de Rennes embauche 520 personnes. Ils ont absorbé, en septembre, l'activité du site de Caen, suite à la politique de la direction de La Poste. Mais selon les syndicats, cette fusion ne s'est pas faite correctement : les conditions de travail se sont nettement dégradées. La déléguée SUD

PTT rapporte : « On voit souvent des collègues pleurer. Ça n'est plus possible. » Alors dès la fin septembre, ils ont été plusieurs dizaines à se mettre en grève. Un agent ajoute : « En 32 ans, je n'ai jamais vu un tel foutoir. » Les logiques de rentabilité de La Poste conduisent à l'exploitation intensifiée des ouvrières et ouvriers à la base. Au final, c'est sur le piquet de grève que reviennent les sourires et la joie !

4 PARTOUT EN FRANCE, LES AESH EN GRÈVE

AESH, c'est-à-dire Accompagnants des élèves en situation de handicap, est un métier très important dans l'école actuelle. C'est un travail qui demande de la compassion, de l'écoute, de l'empathie et beaucoup de bienveillance face à des situations difficiles. Pourtant, il n'est pas reconnu, mal rémunéré, et les personnes qui l'accomplissent sont souvent forcées à du temps partiel imposé. Payés tout juste 900 €, beaucoup de ces personnes, souvent des femmes qui doivent assumer leur famille, ont participé à un mouvement national de grèves à Limoges, Tours ou bien Saint-Étienne. Leurs

demandes sont un meilleur statut, de meilleurs horaires et un meilleur salaire.

5 GRÈVE INÉDITE DANS LA BRANCHE TECHNOLOGIQUE

Les salariés d'ATS (Accenture Technology Solutions) une branche française du mastodonte américain Accenture, qui a fait 10 milliards de bénéfices en 2022, se mettent en grève. C'est une grève inédite, la première dans toute l'entreprise, qui compte des sites à Nantes, Paris, Angers, Brest et Toulouse. La direction leur a refusé une augmentation salariale pour s'axer sur l'inflation qui a touché le pays les deux dernières années. Les primes sont réservées aux managers et aux salariés les mieux payés, tandis que les employés les plus nombreux à ATS sont moins payés que la moyenne du marché. Enfin, la direction réfléchirait déjà, comme certaines autres entreprises, à licencier des salariés grâce à l'utilisation de l'IA. Au lieu de servir à rendre la vie de l'humanité meilleure, les capitalistes souhaitent utiliser la technologie pour favoriser le chômage et la misère !



Grève à Emmaüs : « Abbé Pierre, réveille-toi, ils sont devenus fous ! »

Depuis début juillet, les travailleurs sans-papiers de la Halte Saint-Jean, le site Emmaüs de Saint-André-lez-Lille, sont en grève. Ils réclament notamment la rémunération de leurs années de travail et leur régularisation par la préfecture du Nord.

Lorsque des sans-papiers viennent pour travailler à Emmaüs, on leur fait miroiter la possibilité d'une régularisation contre 3 ans d'exploitation au sein de la communauté. En effet, 3 ans de travail ou de bénévolat, dans la loi, c'est censé faciliter l'obtention des papiers. Mais la direction de la Halte-Saint-Jean préfère conserver pour elle sa main d'œuvre quasi gratuite. Certains travailleurs sont là depuis 6 ans et n'ont toujours pas été régularisés, la direction n'a même pas déposé de dossier à la préfecture. Elle dit sans arrêt « *Oui je posterai l'enveloppe* », « *Oui j'enverrai votre dossier* », « *Oui je ferai cette démarche* »... Le temps passe, et rien n'arrive. Quand les compagnons (c'est leur statut officiel chez Emmaüs) demandent des comptes, la directrice, Anne Singier, se trouve des excuses : elle explique qu'elle a fait passer le dossier de quelqu'un d'autre avant, elle promet qu'ils seront les suivants. Et toujours rien n'arrive.

En parallèle, ils continuent de travailler : pour un rythme de 40 h/semaine, ils touchent, quand ils le reçoivent, un pécule plus que ridicule de 300 euros mensuels ! L'exploitation que ces travailleurs subissent n'a été que rarement égalée, c'est véritablement de l'esclavage. Les compagnons racontent que, quand ils arrivent à se munir d'arrêts de travail pour des raisons de maladie ou d'hospitalisation, la directrice ose déchirer le document devant eux et exiger la reprise immédiate, alors même qu'une période de convalescence post-opération est exigée par le médecin par exemple. Une gréviste, Happy, raconte qu'elle a travaillé jusqu'à la veille de son accouchement. Dès son retour de l'hôpital, elle a repris le labeur avec son enfant au dos.

En plus de ces fausses promesses et de l'exploitation quotidienne, les travailleurs sans-papiers subissent des pressions et des menaces racistes de la part de la direction : « *Si t'es pas content tu peux rentrer chez toi* » a-t-on dit à un des compagnons qui osait se plaindre de ses conditions de vie déplorables. Les logements qu'on leur « offre » sont dans un état lamentable, sans chauffage l'hiver. Ils reçoivent de la nourriture périmée, qu'ils sont bien obligés de consommer tant leurs revenus sont faibles. Les enfants en bas âge tombent régulièrement malades. Ils sont constamment surveillés, que ce soit par les nombreuses fouilles

de leur domicile en leur absence ou les caméras présentes sur toute la communauté, installées depuis peu par la direction quand elle a senti le vent tourner.

Les travailleurs de la Halte-Saint-Jean, en grève depuis le 3 juillet, dénoncent une direction qui a recourt à des pratiques esclavagistes dans un but de rentabilité et pour maximiser leurs profits. Ils ont d'ailleurs trainé la direction en justice pour traite des êtres humains et travail dissimulé. Les grévistes revendiquent leur régularisation sans conditions pour préjudice subi, et que la direction actuelle dégage d'Emmaüs pour que les futurs travailleurs de la communauté n'aient pas à subir ce qu'ils ont subi pendant des années.

Une lutte plus globale contre l'impérialisme

Dans leur lutte, les sans-papiers d'Emmaüs ne sont pas seuls : ils ont dès le début fait appel au CSP59 (Comité Sans Papiers) et à l'Union Départementale de la CGT Nord. Une véritable solidarité de classe se met rapidement en place au début de l'été avec des travailleurs d'autres secteurs qui viennent régulièrement donner des coups de main, beaucoup de camarades de la CGT, du CSP et de la FSE (syndicat étudiant). Une caisse de grève est très vite ouverte par la suite et la grève votée et reconduite à l'unanimité tous les jours en AG, le vote étant bien évidemment réservé aux grévistes.

Le piquet n'est pas seulement un lieu de visibilité de la lutte à la vue des passants, différentes activités y sont organisées : apprentissage des chants militants du CSP59, permanences juridiques, visites d'autres secteurs en lutte (comme les grévistes sans-papiers Chronopost d'Alfortville), création de banderoles et de pancartes pour afficher sur le piquet... Comme ce fut aussi le cas au piquet de Vertbaudet à Marquette-lès-Lille, la plupart des voitures qui passent klaxonnent en soutien au mouvement.



« La violence, elle n'est pas que dans les coups, elle est dans les situations établies, existantes, qu'on refuse de remettre en question, qu'on refuse de changer. »

L'Abbé Pierre, en 1975 à la Conférence de Poitiers

En parallèle, les sans-papiers de la communauté Emmaüs savent qu'ils s'inscrivent dans une lutte plus globale contre le capitalisme et l'impérialisme : ils participent tous les mercredis, depuis le début de leur grève, à la manif hebdomadaire du Comité des Sans Papiers au départ de la place de la République. Ils étaient également au rendez-vous de la manifestation contre le racisme et les violences policières qui s'est tenue à Lille le 23 septembre : aux côtés à nouveau du CSP, de la CGT et de la FSE, ils avaient même le cortège le plus déterminé ! À l'occasion de la braderie de Lille, ils ont tenu un stand avec le CSP dans le but de visibiliser leur grève et faire connaître leurs revendications, avec la présence notamment de Rachel Keke, qui elle aussi a mené une longue grève pour la dignité de travailleuses sans-papiers à l'hôtel Ibis Batignolles.

Face à l'inaction de la préfecture et de la direction d'Emmaüs aussi bien au niveau local que national, leur grève a récemment pris un nouveau tournant. Les travailleurs ont écrit un communiqué dans lequel ils déclarent vouloir radicaliser leur mouvement et occuper les locaux de la Halte-Saint-Jean, à l'occasion du 90^{ème} jour de grève. Ce jour-là, après s'être installés dans la cour de la communauté et avoir partagé un repas, dansé et chanté avec les militants et soutiens sur place, Alix, une gréviste de Saint-André a déclaré : « *Tout ce que je n'ai pas pu faire contre l'injustice au Gabon, je vais le faire ici. Je vais me venger.* »

Un tournant pour la grève et sa réussite

Saint-André n'est pas le seul site du Nord qui s'organise contre l'esclavage dans les communautés Emmaüs. Les grévistes de Saint-André ont eu l'occasion d'aller rendre visite à d'autres communautés qui entraînent dans le mouvement : à Grande-Synthe d'abord (à partir du 22 août), puis à Tourcoing et dernièrement à Nieppe (depuis le 30 septembre).

Sur ces autres sites, on apprend que la direction s'est servie de ces travailleurs comme de réels esclaves : elle les a envoyés réaliser des travaux chez ses connaissances pour trois fois rien, certaines femmes allaient faire des ménages régulièrement chez les directeurs. Des équipes ont été réquisitionnées tous les jours pendant la pandémie pour confectionner des masques en tissu dont la vente a bénéficié à Emmaüs sans aucune rémunération des travailleurs. Quelques salariés ont même filmé un travailleur sans-papiers à son insu : « *Regardez comme il travaille bien, on peut vous le prêter pour la pub Banania* ».

Il y a peu de temps, la répression a commencé à les guetter, plusieurs personnes ont été assignées en justice, convoquées au tribunal. Et puisque c'est la directrice de Saint-André qui reçoit le courrier de ses compagnons, elle s'est bien gardée de les prévenir de cette convocation. Elle ne leur a transmis les lettres que la veille. Pour le moment, on sait qu'ils ont réussi à obtenir un report de cette convocation et organisent le jour de celle-ci un rassemblement qui se veut massif devant le Palais de Justice de Lille.

Au final, partout ils sont déterminés à dénoncer le traitement inhumain et l'indifférence qu'ils subissent au quotidien. Ils sont bien décidés à ne jamais se taire, ne jamais baisser la tête, y compris face au racisme qu'ils subissent, car comme l'a bien dit l'Abbé Pierre : « *Ceux qui ont pris tout le plat dans leur assiette, laissant les assiettes des autres vides, et qui, ayant tout, disent avec une bonne figure, une bonne conscience : "nous, nous, qui avons tout, on est pour la paix", je sais que je dois leur crier à ceux-là : les provocateurs de toute violence, c'est vous. Et quand le soir, dans vos belles maisons, vous allez embrasser vos petits-enfants, avec votre bonne conscience, au regard de Dieu, vous avez probablement plus de sang sur vos mains d'inconscients que n'en aura jamais le désespéré qui a pris des armes pour essayer de sortir de son désespoir.* » Le sang est bien sur les mains de ceux qui affament et exploitent et non sur celles de ceux qui luttent pour leur dignité.

NUPES : la fin annoncée d'une alliance électorale opportuniste

Tout a vacillé pour la gauche parlementaire française. La NUPES prend l'eau. Elle avait été créée pour les élections législatives de 2022 entre le Parti Socialiste, les Écologistes, la France Insoumise et le Parti Communiste Français. Déjà à l'époque, elle avait échoué dans son projet : porter Mélenchon au poste de Premier ministre de Macron. Mais aujourd'hui, après 1 an et demi d'existence, qu'a-t-elle apporté ?

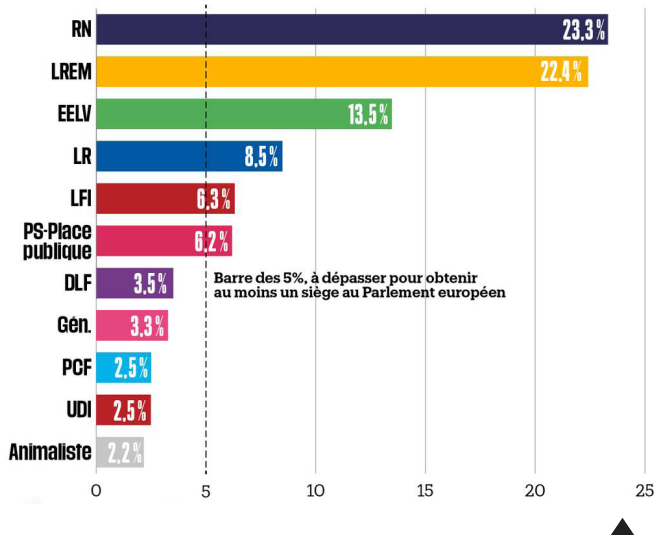
En cherchant des justifications pour le maintien de cette « union », tous les partis de la gauche bourgeoise ont passé 2022 et 2023 à dire que « ce n'est pas seulement une alliance électorale » mais bien une réponse à l'aspiration profonde du « peuple de gauche » (qui est-ce ?) à l'unité.

Pourtant, à chaque fois que ça coince, c'est quand la question électorale est abordée. Les élections européennes se profilent. Pour nous, la plupart des masses, ces élections sont inintéressantes, inutiles. En 2019, près de

25 millions de personnes s'étaient abstenues ou avaient voté blanc ou nul.

Mais pour les partis politiques bourgeois, c'est une aubaine ! Les 13 députés européens écologues rapportent de l'argent et du prestige politique à Europe Écologie : les deux derniers candidats à la présidentielle du parti, Eva Joly en 2012 et Yannick Jadot en 2022, ont tous les deux été députés européens plus de 10 ans. Et c'est pareil pour chaque parti, à l'exception du PCF qui n'a pas d'élus suite à sa campagne catastrophique en 2019 qui l'a vu finir proche du Parti Animaliste qui avait des chats et des poussins sur ses affiches.

Les écologistes se sentent favorisés par les élections européennes, tout comme les socialistes, car ceux qui votent sont surtout des petits bourgeois urbains, leur électorat. Le PCF, qui usurpe encore le nom de communiste, veut faire subsister son appareil en présentant ses propres candidats sans se liquider dans une alliance. Quant à la FI, Mélenchon vend désormais son livre et le « mouvement » se sent en position de force pour imposer sa volonté et son programme.



Les résultats des élections européennes de 2019. On peut remarquer la supériorité des Verts et le sauvetage du PS qui dépasse les 5 %.

Alors évidemment, comment pourrait-on s'attendre à un accord électoral là où chacun pense avoir sa chance en solo ? La base de la NUPES vole en éclat, et cela mène à des manigances et complots : Manuel Bompard, le coordinateur de la France Insoumise, envoie une lettre à ses « partenaires » en guise de coup de pression à destination du PCF, qui joue à son propre jeu pour préparer 2027. Le PCF crie à l'intox, et tous les plateaux télévisés en parlent. Puis le PCF annonce ensuite « acter la fin » de la NUPES, et le PS se déchire sur le même sujet à la mi-octobre. Une belle tambouille pour les guignols.

Ceci dit, 5,8 millions de personnes avaient voté NUPES en 2022. Cela montre que les illusions à propos du réformisme et du parlementarisme bourgeois existent encore. Mais le bilan de la NUPES est édifiant : 0 gouvernement, 0 mesure, 0 accord de programme, 1 000 embrouilles et magouilles politiciennes. Et sans aucun doute, comme Hollande, comme Mitterrand, ils auraient trahi les espoirs mis en eux s'ils avaient réussi à se hisser au sommet de l'État bourgeois. Malheureusement, ils n'en sont que les rouages, qui font tourner la machine.

L'éclatement programmé de la NUPES, ou sa chute dans une alliance encore plus infondée, avec des rafistolages opportunistes ici et là jusqu'à 2027, peut servir à toutes et tous les révolutionnaires à convaincre leurs proches, collègues et voisins à ne pas faire confiance aux experts de la trahison, qu'ils se nomment Tondelier, Roussel, Ruffin ou Mélenchon.

◀ Fabien Roussel salue à la fête de l'Humanité l'ancien Premier ministre Edouard Philippe, responsable de la répression du mouvement des Gilets Jaunes.



Le mégaprojet de l'impérialisme yankee soulève des différends avec la Chine

Cet article est la traduction adaptée et non-officielle d'un article du journal brésilien A Nova Democracia.

Le président américain Joseph Biden a annoncé un mégaprojet en partenariat avec l'Inde, les pays européens et l'Arabie Saoudite lors du sommet du G20, qui s'est tenu le week-end du 9 et 10 septembre derniers. Le plan coordonné par l'impérialisme yankee vise à construire un corridor d'infrastructures entre l'Inde et l'Europe, en passant par des pays du Moyen-Orient tels que l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël, et soulève des différends avec la Chine et sa « nouvelle route de la soie ».

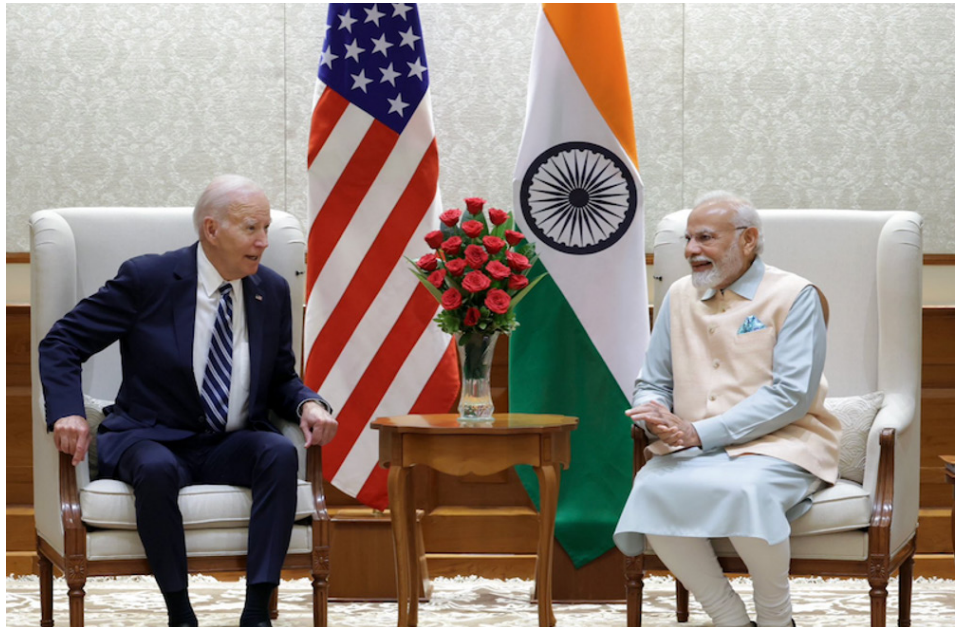
Si on ignore encore les coûts et le calendrier de ce mégaprojet, on sait déjà ce qu'il y aura au programme : la connexion des réseaux énergétiques, l'installation de câbles sous-marins et terrestres, la fourniture de connexions numériques et l'installation de gazoducs à hydrogène d'Israël vers l'Europe. Ce mégaprojet est une tentative claire de contrer les intérêts chinois, qui avancent en Asie, au Moyen-Orient et même en Amérique latine, à travers la construction progressive de la « nouvelle route de la soie ».

Celle-ci est un projet lancé en 2013 par le gouvernement chinois. Il vise à étendre le réseau d'influence et la domination du social-impérialisme¹ chinois en finançant massivement des projets d'infrastructure tels que des routes, des ports, des chemins de fer et des projets énergétiques qui relient l'Asie et l'Europe. La conséquence immédiate de ce projet est la soumission des pays semi-coloniaux impliqués à la Chine, avec des dettes massives dues par les pays opprimés aux banques chinoises², la super-exploitation des travailleurs des pays semi-coloniaux et l'accès privilégié (parfois monopolistique) de la grande bourgeoisie chinoise aux matières premières de ces pays. Depuis 2014, le projet s'est également étendu à l'Amérique latine, après que le Chili a rejoint l'initiative.

Tensions et pillages

Le nouveau projet annoncé par les États-Unis

1. Un État social-impérialiste est un État « socialiste dans les mots, impérialiste dans les actions » (Lénine).
2. Lire en page 9 : « Au Sri-Lanka, le piège de la dette se resserre ».



Le président américain Biden et le président indien Modi avant le sommet du G20 à New Delhi, en Inde, le 8 septembre 2023.

s'ajoute à la liste des mesures prises par l'impérialisme yankee en Asie pour contrer la Chine. Rien que ces dernières années, les États-Unis ont coordonné des réunions « multilatérales » dans la région, dans le cadre du Dialogue Quadrilatéral sur la Sécurité (Quad), et ont mis en œuvre de nouveaux projets économiques pour l'Asie, notamment le Cadre économique indo-pacifique³. Sur le plan militaire, l'impérialisme yankee a attisé les tensions dans la région de Taïwan, la mer de Chine, les Philippines, les îles Kouriles⁴ et la frontière entre la Chine et l'Inde, avec des exercices militaires qui ont battu des records en termes de taille et de nombre de troupes mobilisées.

Dans cette offensive, les États-Unis cherchent à utiliser les combats entre l'Inde et la Chine en leur faveur. Depuis 2020, à la suite d'un affrontement entre les troupes indiennes et chinoises sur la ligne de contrôle effective (territoire qui divise la frontière sino-indienne), l'Inde se rapproche de la superpuissance états-unienne.

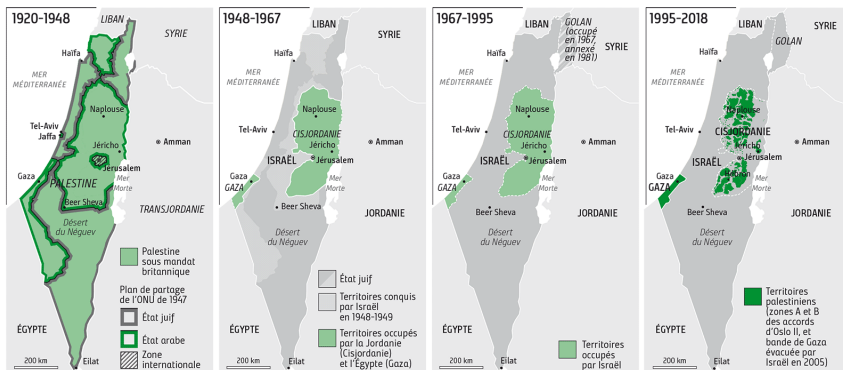
Cependant, l'impérialisme yankee aura plus

3. Indo-Pacific Economic Framework (IPEF).
4. Archipel situé au nord du Japon, administré par la Russie mais partiellement revendiqué par le Japon, revendication soutenue par les États-Unis.

de mal à gérer sa situation au Moyen-Orient. Des difficultés apparaissent dans les relations entre l'Arabie saoudite et Israël, ainsi que dans la lutte d'influence avec la Chine. Ces dernières années, le président chinois, Xi Jinping, a profité de l'usure des États-Unis dans la région, causée par les guerres d'agression successives menées par l'impérialisme yankee au Moyen-Orient, pour se rapprocher de pays comme l'Arabie saoudite et étendre son influence existante sur l'Iran. En mars de cette année, la Chine a négocié un accord visant à rétablir les relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Il s'agit d'une série d'épisodes qui indiquent l'aggravation des conflits inter-impérialistes entre la Chine et les États-Unis, ce qui laisse présager de grandes tempêtes mondiales dans les décennies à venir. Ce scénario aura des conséquences encore plus directes pour les peuples des pays directement impliqués dans les différends, qui devront faire face à un pillage et à une exploitation encore plus importants de leurs pays, quelle que soit la superpuissance ou la puissance qui établira sa domination et dirigera la mise en œuvre des mégaprojets.

Palestine : le « Déluge d'al-Aqsa » relance la lutte anticoloniale



Quelle est la situation en Palestine ?

La Palestine est une région arabe située entre la mer Méditerranée et la vallée du fleuve Jourdain. Suivant la fin de la Première Guerre mondiale, la région passe sous contrôle de l'Empire Britannique, qui travaille à y fonder un « foyer national juif », s'appuyant sur les revendications nationalistes d'une partie du mouvement juif de l'époque : le mouvement sioniste.

L'audience du sionisme grandit avec la persistance de la violence antisémite et il devient concret avec plusieurs vagues d'immigrations (40 à 50 000 personnes) issues de l'empire russe, jusqu'à la révolution de 1917. Après l'arrivée des Britanniques, l'immigration juive est encouragée et le projet politique entérine ce qui deviendra une colonisation de peuplement durable, devant aboutir à la création d'un État juif dans la région. Suite à la grande révolte arabe de 1936-1939, les Britanniques ralentissent la colonisation et s'engagent à créer un État unitaire en Palestine, avec un gouvernement partagé entre juifs et arabes.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU vote un plan de partage de la Palestine pour départager la région entre un futur État juif et un futur État arabe. L'État d'Israël est fondé et, suite à la première guerre israélo-arabe, prend possession d'une grande partie des terres arabes. Pour les Palestiniens, c'est la Nakba (« catastrophe ») : sur les 900 000 Arabes des terres sous contrôle d'Israël, 750 000 sont chassés et contraints à l'exil, les colons prenant possession des terres et habitations. La colonisation devient une nécessité de survie pour Israël, dont la population juive double en seulement 10 ans.

Soutenu par l'ensemble des puissances impérialistes, en particulier les États-Unis, Israël sort vainqueur de plusieurs guerres avec les pays arabes. Ce qui reste de la Palestine arabe sont deux territoires : la bande de Gaza, camps de concentration à ciel ouvert, bordant l'Égypte au sud-ouest ; et la Cisjordanie (comprenant Jérusalem-est) à l'est, occupée militairement, où Israël organise une colonisation de peuplement et un apartheid avec les populations arabes.

Depuis sa création, l'État d'Israël est un outil d'expansion de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Le prix du projet sioniste est lourd : nettoyage ethnique par le déplacement forcé des populations arabes, crimes de guerre réguliers, droits inférieurs au sein d'Israël entre citoyens juifs et citoyens arabes.

Aujourd'hui, il n'y a pas un jour où l'on ne rapporte pas de nouvelles terrifiantes de Cisjordanie : de pères, mères, enfants, tués froidement par l'armée sioniste ou les colons, sans que ça ne pose problème. Les vidéos d'expulsions régulières tournent également sur les réseaux sociaux, où l'on voit constamment la même scène : une famille de colons, accompagnée de militaires, chassant de leur maison des Palestiniens pour prendre possession des lieux, brandissant un papier montrant qu'ils sont « parfaitement dans leur droit ».

Colonisation, collaboration et résistance

Grandir comme Palestinien, c'est connaître un frère, une mère, un cousin qui a déjà été assassiné par l'occupant. C'est soit l'humiliation quotidienne des check-points en Cisjordanie pour circuler malgré les murs protégeant les colonies juives ; soit vivre dans une bande de terre de 40 km de long coupée du monde, camp de concentration à ciel ouvert. Aujourd'hui, 40 % des hommes Palestiniens sont ou ont déjà été au cours de leur vie emprisonnés par l'occupant israélien, qui use quotidiennement de la détention administrative sans procès et illimitée pour terroriser la population. Après plusieurs guerres israélo-arabes, nombre de médias bourgeois se lassent de voir sans cesse les solutions pacifiques « dans l'impasse », faisant passer la situation comme un simple problème de cohabitation, ou religieux. On s'étonne encore que les Palestiniens refusent le compromis, refusent qu'on leur nie leur « droit au retour ». La vérité est pourtant simple : la Palestine ne connaîtra pas la paix tant que la colonisation ne prendra pas fin.

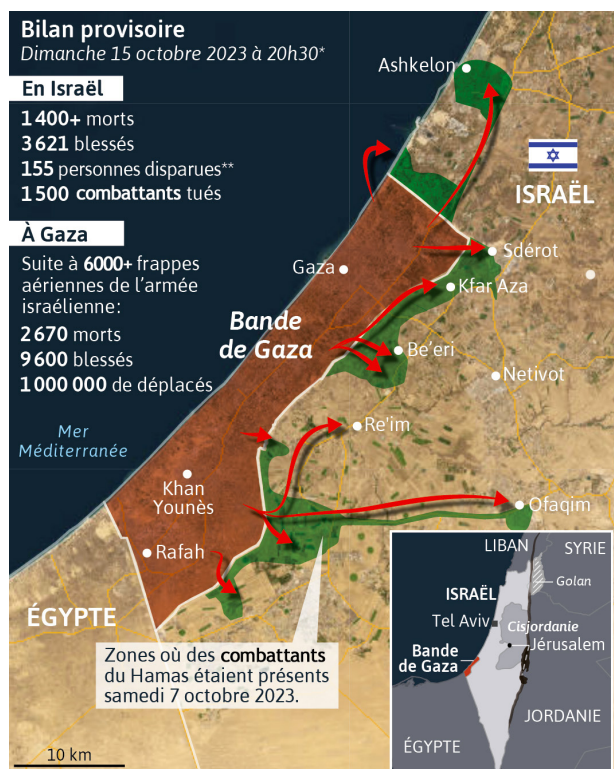
Aujourd'hui, les forces palestiniennes sont divisées, principalement en deux camps : celui de la conciliation avec l'ennemi, et celui qui assume le combat et poursuit la lutte armée contre l'occupant. Le camp de la conciliation comprend principalement « l'Autorité palestinienne », semblant d'entité gou-

vernementale dirigée par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Cette autorité ne contrôle que la « Zone A » de la Cisjordanie, c'est à dire la minorité du territoire, acceptant de laisser la majorité du pays sous administration militaire israélienne, collaborant avec l'ennemi qui y développe des colonies. Dans le camp de la résistance, on compte principalement le Hamas, organisation nationaliste islamique, dirigeant la bande de Gaza depuis l'expulsion de l'ennemi après la seconde Intifada, en 2005. À l'époque, après cinq ans de combat, Israël décide d'un retrait militaire et supprime les 21 colonies juives implantées sur place, ainsi que de la mise en place d'un blocus total¹ et de la construction d'un mur de séparation pour isoler la population. Sur le Hamas, le journal de Turquie *Yeni Demokrasi* (Nouvelle Démocratie) a publié un communiqué qui rappelle : « *Le débat sur la ligne idéologico-politique du Hamas [...] conduit à des discussions erronées et dangereuses sur l'essence de la question nationale et la nature des mouvements nationaux. [...] la condition requise pour soutenir la lutte de libération nationale est de savoir si elle adopte une attitude qui sape l'État souverain et la puissance impérialiste.* »

L'opération « déluge d'al-Aqsa » et le siège de Gaza

Préparée depuis plusieurs mois et menée avec l'ensemble des forces de la résistance nationale palestinienne, dont les forces pro-

1. Israël contrôle l'ensemble des entrées et sorties du territoire. Environ 150 camions de vivres y entrent chaque jour, assez pour maintenir la population juste au-dessus du seuil de sous-nutrition, c'est « la faim sans la famine ».



*heure française. **probablement otages à Gaza. Sources : armée israélienne, Hamas, ministère palestinien de la Santé, médias.

gressistes du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), l'opération « déluge d'al-Aqsa » est la plus grande contre-offensive palestinienne depuis le début de la guerre de colonisation. C'est le combat de David contre Goliath : un plan d'incursion massif mené par voie terrestre, maritime et aérienne dans les zones israéliennes, pour combattre les colons et saboter des installations, faisant tomber le mur de séparation avec des bulldozers. Simultanément, la résistance attaque 6 bases militaires et 7 zones résidentielles. Un exemple, c'est la conquête du commissariat de Sdérot, qui sera ensuite assiégé par l'armée sioniste.

La surenchère sioniste ne se fait pas attendre, car Israël a perdu en un week-end ce qu'elle fait subir régulièrement aux Palestiniens ces dernières années. Dès la semaine suivante, la bande de Gaza est massivement bombardée, notamment avec des attaques chimiques au phosphore blanc, qui explose et brûle lors de l'impact, et qui est interdit par les accords internationaux. Ordre est donné d'évacuer en 24 heures plus d'1 million de personnes. Un « siège » de Gaza est décrété contre les « animaux humains » palestiniens, selon les termes du ministre de la Défense israélien. Si officiellement, le but est d'écraser la résistance, en réalité, c'est la continuation de la tentative génocidaire d'effacer l'existence du peuple palestinien. Israël a coupé toute eau, nourriture et énergie à Gaza. Le 11 octobre, la seule centrale électrique de Gaza a cessé de fonctionner. Les châtiments collectifs et les meurtres

par famine sont internationalement reconnus comme crime de guerre et crime contre l'humanité. Israël bombarde systématiquement hôpitaux, ambulances et zones résidentielles, ce qui constitue également des crimes de guerre. Plus de 2400 morts, dont au moins 700 enfants sont à déplorer après une semaine d'acharnement. Outre plusieurs centaines de morts annuels, tués par les militaires ou colons israéliens, les derniers massacres de ce type commis par l'armée coloniale remontent à 2009 et 2014. Ces assauts sur Gaza ayant fait plus de 1000 et 2300 morts, essentiellement civils, n'ayant jamais valu à Israël le qualificatif de

« terroriste » dans les médias bourgeois. En 2021, les sionistes avaient organisé le meurtre de plus de 250 personnes à Gaza et le déplacement de 70 000 supplémentaires.

Pourquoi toutes les grandes puissances soutiennent Israël ?

La « seule démocratie du Moyen-Orient », comme on l'appelle, est un État sans constitution, qui donne des droits différenciés selon si l'on est citoyen juif ou arabe. Elle rallie à elle seule l'ensemble des puissances impérialistes, donc les USA et puissances européennes, mais aussi Russie, Chine et Japon. La colonisation est avant tout un business juteux : des investissements dans le bâtiment, les diverses infrastructures, l'agriculture et surtout les télécommunications et la défense. L'impérialisme français est lui aussi concerné, notamment ses grands groupes bancaires comme AXA, la BNP, le Crédit Agricole, mais aussi Orange pour les télécoms. Au niveau des pays arabes, malgré la ferme solidarité de la rue, les gouvernements réactionnaires ne haussent plus le ton. Israël a signé depuis 2020 le « pacte d'Abraham » avec les Émirats arabes unis et Bahreïn, puis le Soudan et le Maroc, moyennant de nouveaux avantages et contrats des USA pour l'armement où la diplomatie en échange de la normalisation des relations.

La propagande réactionnaire inonde les médias, plus violente que jamais. Il ne paraît même plus choquant que Darmanin fasse interdire l'ensemble des manifestations de solidarité avec Gaza, interpelle et verbalise pour « port du keffieh ». Dans la même lancée, le gouvernement s'oppose à un « cessez-le-feu humanitaire » au conseil de sécurité de l'ONU.

Car le soutien des impérialistes à ce massacre est aussi matériel : plusieurs puissances ont intensifié leur aide à Israël depuis le lancement du Déluge d'Al-Aqsa, par d'importants moyens militaires, logistiques et financiers. Les États-Unis ont déjà envoyé des navires, avions et autre matériel de guerre sur place, et l'Allemagne et le Royaume-Uni prévoient de le faire. Joe Biden veut également mettre en place un « programme de soutien sans précédent pour la défense d'Israël » à hauteur de plus de 100 milliards de dollars.

Plus de 1000 enfants ont été assassinés à Gaza en 9 jours, une véritable politique génocidaire est en cours. À la barbarie des impérialistes et de leurs hommes de main sionistes doit répondre la solidarité du prolétariat avec tous les peuples opprimés.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 LYBIE

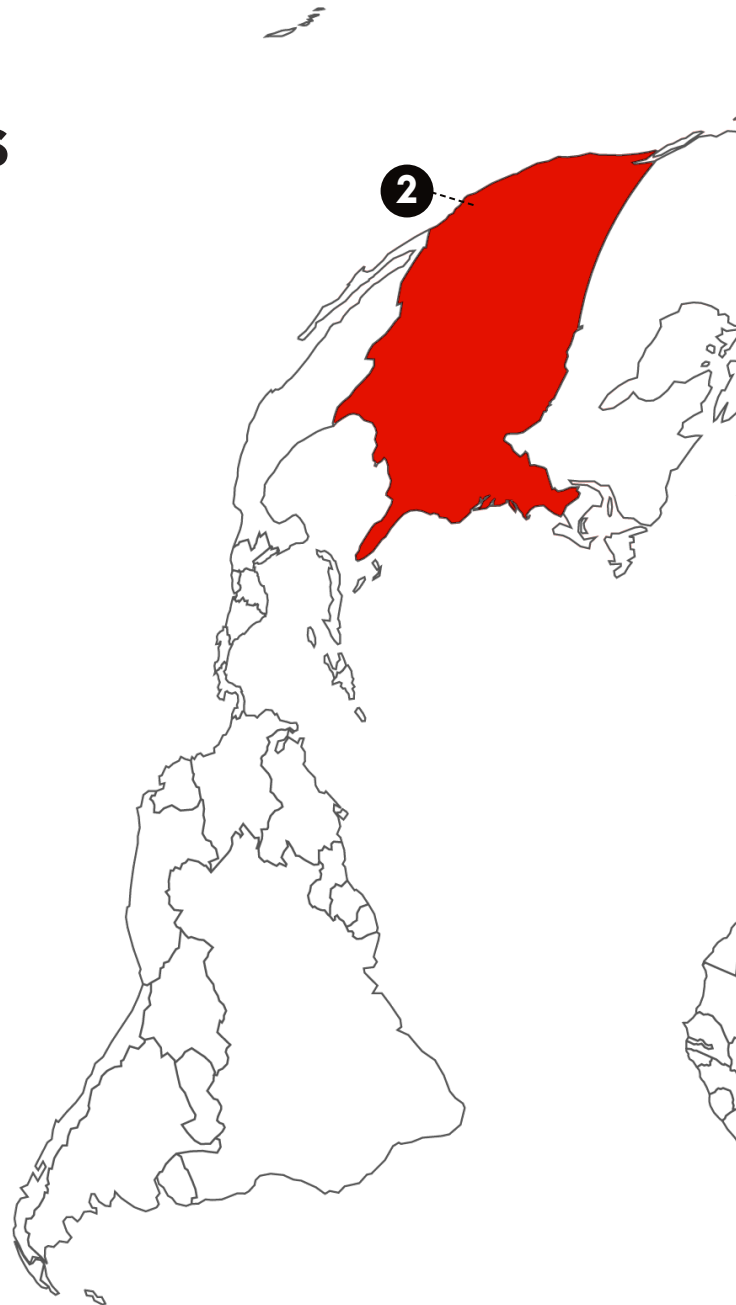
Le 10 septembre, la Libye a été atteinte par la tempête Daniel, un cyclone subtropical. Les deux barrages de Derna, une ville de l'est de la Libye d'environ 100 000 habitants, n'étaient pas entretenus. Ils se sont effondrés, entraînant des inondations catastrophiques (de l'ampleur d'un tsunami) et des coulées de boue faisant plus de 11 000 morts et 10 000 disparus. Un homme à l'hôpital témoigne : « *Il y a deux ans, il y avait déjà eu des fuites sur le grand barrage alors qu'il n'était rempli qu'à moitié. On avait prévenu la municipalité et réclamé des réparations.* » Le 18 septembre, des centaines de personnes sont descendues dans la rue à Derna, exigeant que les responsables soient tenus pour responsables de tous les morts et de la destruction de maisons par les masses d'eau. La colère populaire était immense, déjà à cause du traumatisme, mais aussi à cause des déclarations de politiciens qui nient toute responsabilité des autorités. Des slogans ont pu être entendus : « *Le peuple veut la chute du Parlement* », « *Ceux qui ont volé ou trahi doivent être pendus* ». De nombreux manifestants ont également appelé à la fin de la division du pays : « *Libye, ni Est ni Ouest, unité nationale* ». Plusieurs manifestants ont brûlé la maison du maire de Derna. Le lendemain, les autorités coupables ont exercé une répression ferme, notamment en coupant les moyens de communication (téléphone et internet), entravant au passage le déploiement de l'aide humanitaire.

2 ÉTATS-UNIS

La grève offensive dans l'automobile aux États-Unis prend encore de l'ampleur. Deux semaines après le début de la grève, le syndicat UAW (United Auto Workers) a appelé fin septembre 7 000 travailleurs supplémentaires à entrer en grève, portant à 25 000 le nombre de grévistes chez les trois grands constructeurs automobiles américains (General Motors, Ford et Stellantis). Le syndicat réclame notamment des hausses de salaires majeures (36 % sur quatre ans) pour les 150 000 membres syndiqués dans les trois groupes, qui fabriquent près de la moitié des voitures sur le sol américain, et qui font des profits records. UAW revendique également des semaines à 32 heures de travail, l'amélioration des conditions des retraités en matière de santé, le rétablissement de la sécurité d'une retraite pour tous et la sécurisation des emplois face à la transition de l'industrie automobile vers l'électrique. Le pauvre PDG de Ford, Jim Farley, a pleurniché que « *son groupe ne peut pas payer sans glisser dans la faillite* », alors que son entreprise prévoit 12 milliards de dollars de bénéfices cette année, et que lui-même a personnellement empoché 21 millions l'année dernière...

3 INDONÉSIE

Tout au long du mois de septembre, des affrontements intenses et massifs ont éclaté entre la population indonésienne et la police. Plusieurs mégaprojets sont en cours et leur progression peut signifier l'expulsion de milliers d'ouvriers et de paysans de leurs foyers et détruire leurs terres. Les premiers affrontements ont eu lieu à Rempang, au sud de Singapour. Sur cette île, deux projets provoquent la colère : un projet chinois de grande usine de traitement de quartz, et un immense projet d'« éco-ville » à 11 milliards de dollars. Cette « éco-ville », fermement défendu par le gouverneur provincial, est en réalité une ville destinée au tourisme de luxe. Il entraînerait l'expulsion de 10 000 ouvriers et paysans de l'île. Face à cette menace, les habitants de Rempang ont expulsé les fonctionnaires et la police de leurs terres à coups de pierres et de cocktails Molotov, et ont bloqué les routes avec des arbres abattus et des pneus brûlés. La police a répondu avec violence, usant de canons à eau, gaz lacrymogènes et d'arrestations massives. D'autres affronte-





ments ont eu lieu sur l'île de Sulawesi, dans le département de Pohuwato. 2 500 manifestants s'y sont rassemblés et se sont rendus au bâtiment des autorités. Les terres des habitants de Pohuwato sont menacées par une société minière et ils voulaient être indemnisés. Les autorités ayant refusé la demande de discussion, la population a pris d'assaut le bâtiment et l'a incendié. D'autres bâtiments de l'État ont été endommagés et de violents affrontements avec la police ont eu lieu, faisant des blessés du côté des manifestants mais aussi du côté de la police. Ces luttes sont de longue date : l'État indonésien attaque son propre peuple depuis des années pour défendre les intérêts impérialistes, refusant de reconnaître le droit à la terre des habitants autochtones des îles, et autorisant de nombreux mégaprojets étrangers, miniers notamment.

4 GHANA

Dans la capitale ghanéenne Accra, des centaines de personnes ont manifesté contre l'explosion du coût de la vie et contre le gouvernement pendant trois jours consécutifs, les 21, 22 et 23 septembre, atteignant un pic de 120 000 manifestants le dernier jour. Au Ghana, l'inflation dépasse les 40 %, et l'inflation alimentaire en particulier 50 %. Le taux de chômage est très élevé, en particulier chez les jeunes, et les infrastructures (routes, écoles, hôpitaux) sont dans un état déplorable. Les manifestants protestaient également contre la corruption au sein du gouvernement, appelant à la démission de Nana Akufo-Addo, le président. En 2017, il avait été élu sur la base du slogan « *Ghana beyond aid* » (un Ghana indépendant de l'aide internationale), un idéal bien lointain aujourd'hui puisque le gouvernement est actuellement en pleine négociation avec le FMI pour « restructurer sa dette », après avoir obtenu en mai dernier un prêt de 3 milliards de dollars. Avec cet accord, les États-Unis, par le biais du FMI, cherchent à faire reculer l'influence de la Chine, qui détient 2 milliards de dollars de la dette ghanéenne. La répression de ces manifestations a été violente : la police a arrêté 49 personnes rien que le premier jour de mobilisation. Les personnes arrêtées ont été tabassées par les forces de l'ordre, qui ont aussi arrêté et passé à tabac un avocat venu les défendre.

Annexion du Haut-Karabakh : la guerre d'agression entre dans une nouvelle phase

Après 10 mois de famine, de manque d'électricité et de chauffage suite à l'instauration d'un blocus barbare par l'État azéri, les 120 000 citoyens arméniens du Haut Karabakh ont été bombardés dans la nuit du 18 septembre. L'Azerbaïdjan et la Turquie ont pour projet politique de relier ces deux états turcophones, mais le peuple arménien, avec ses deux républiques indépendantes, bloque le chemin à ce projet criminel.

C'est pour cette politique expansionniste que l'Azerbaïdjan et la Turquie tentent à travers des guerres d'agression et des politiques génocidaires d'exterminer le peuple arménien et d'envahir son territoire. L'invasion militaire massive, dans la nuit du 18 au 19 septembre, par les forces militaires de l'Azerbaïdjan s'inscrit dans cette continuité. Au terme d'une bataille intense, les forces de défense du Haut Karabakh, affamées depuis des mois et en infériorité numérique, technique et tactique, ont reçu l'ordre de se rendre. Après seulement 24 heures, le gouvernement de la République d'Artsakh (Haut-Karabakh) a capitulé, ce qui a entraîné son annexion rapide et complète par l'Azerbaïdjan. Plus de 90 % de la population a dû fuir son domicile pour se cacher dans des camps de réfugiés et des bunkers, principalement dans la capitale, Stepanakert. Seule la ville de Martakert a refusé de se rendre en combattant jusqu'au bout face à l'agression fasciste.

Pendant plus de 5 jours, la peur du génocide a pesé sur le peuple arménien. Encerclés par l'ennemi, sans nourriture, logement, sans armes et sans défense, les Arméniens ont été la cible de torture, viols, meurtres et kidnappings. Les soldats azéris faisaient tourner sur des canaux Telegram les photos d'enfants et d'adultes recherchés par leurs proches en promettant des récompenses pour ceux qui les trouveraient en premier pour leur faire des actes de barbarie.

C'est finalement le 24 septembre, après une semaine sanglante, que l'exode des Armé-



niens commence. Plus de 120 000 Arméniens d'Artsakh ont quitté leurs terres leurs maisons leurs vie pour se réfugier en Arménie. La majorité n'ont comme bagage que les vêtements qu'ils portaient durant le lancement de l'attaque. Au-delà de cette grande crise humanitaire, c'est le début d'une nouvelle phase dans les guerres d'agression contre le peuple

C'est une épuration ethnique planifiée et volontairement exercée par le régime azéri, avec le soutien des impérialistes

arménien. La prochaine étape sera la tentative d'annexion de la région du Syunik, région de la République d'Arménie convoitée par le fasciste Aliyev.

Ce qui s'est produit est une épuration ethnique planifiée et volontairement exercée par le régime azéri, avec le soutien et la participation de la Turquie, et la complicité factuelle d'Israël, des États-Unis, l'UE, la Russie et l'ONU. Tous sont complices par le silence, la vente d'armes, les prises de positions qui égalisent agresseur et agressé, les déclarations vides, la corruption et leur amour du pétrole.

Nous parlons de la destruction de la vie et du moral de milliers de gens qui ont vu pour certains quatre guerres depuis leur naissance. Certains ont vu et lutté pour l'indépendance dans les années 90, indépendance gagnée et défendue au prix du sang. Aujourd'hui ils voient la fin de cette lutte, la perte de leurs maisons, leurs terres, leur patrie. Les dents des bourreaux se resserrent dans le Caucase et aucun don d'aide humanitaire des hypocrites impérialistes et des pantins de l'ONU ne pourra réparer la plaie dans le cœur de chaque Arménien. Ils ne pourront pas éteindre la flamme de la haine que porte le peuple arménien envers ses bourreaux et leurs complices. Encore une fois les germes d'une génération combattante sont semés. Plus que jamais le prolétariat arménien a besoin de s'organiser avec un parti militarisé pour la révolution et la libération nationale.

Le premier ennemi du peuple arménien est la capitulation, et les traîtres qui la portent et veulent se vendre aux impérialistes. La victoire ne peut venir qu'à travers la lutte du peuple arménien main dans la main avec les progressistes et les révolutionnaires de toute la région. Les masses arméniennes peuvent triompher des hordes fascistes car la guerre juste est toujours supérieure à la guerre injuste. C'est sur cette vérité fondamentale que renaîtront le soleil de la révolution et la paix dans le Caucase.

En Éthiopie, les nettoyages ethniques continuent avec l'aval des impérialistes

L'Éthiopie, qui pratique depuis des années un nettoyage ethnique au Tigré (dans le nord du pays), a étendu ses crimes au peuple amhara (juste au sud du Tigré). Le gouvernement profite des conflits interethniques pour former des alliances temporaires avec certaines le temps d'écraser une autre. Ainsi, entre 2020 et 2022, l'armée gouvernementale était aidée de Fano, des milices amharas, dans la répression au Tigré. Sauf que récemment, dans certaines villes et villages, les milices amharas ont essayé d'établir leurs propres administrations, menaçant directement le pouvoir du gouvernement. Le gouvernement a alors déclenché l'état d'urgence et mis en place une occupation militaire brutale.

Cette répression est toujours en cours, dans le but de maintenir l'unité du pays. Des coupures internet de grande ampleur ont lieu à intervalle régulier. Les arrestations arbitraires sont quotidiennes, les détenus sont maltraités et parqués dans des camps. Le 3 septembre, à Majete, l'armée a pillé la ville et massacré 70 paysans non-armés. L'année dernière des massacres similaires ont eu lieu avec des cen-

taines de civils tués. C'est une véritable méthode de terreur systématique mise en place par le gouvernement de Abiy Ahmed, le fameux président Éthiopien détenteur d'un prix Nobel de la paix. Récemment, il avait été applaudi pour l'accord de paix signé avec les forces

Un an après le pseudo accord de paix, les troupes érythréennes sont toujours présentes et continuent leurs atrocités

rebelles du Tigré, en novembre 2022, censé mettre fin aux atrocités commises par son armée, aidée de l'armée érythréenne. Pourtant, un an après, les troupes érythréennes sont toujours présentes au Tigré et continuent leurs atrocités, notamment des viols, viols collectifs, esclavage sexuel et autres violences sexuelles systématiques sur les femmes et les filles.

Pendant ce temps, derrière de timides protestations diplomatiques, les États-Unis, par le biais de l'USAID¹, ont investi pas moins de 10 milliards de dollars dans le pays, sans compter les prêts du FMI. Ces prétendues aides asservissent toujours plus les masses éthiopiennes, renforcent la dépendance de l'économie du pays et maintiennent la domination de la bourgeoisie alliée aux impérialistes. C'est donc un soutien direct à la politique sanglante du gouvernement. Les puissances impérialistes de second rang ne sont pas en reste : Néerlandais, Britanniques, Norvégiens ou encore Australiens, tous ayant annoncé ces dernières semaines des investissements dans différents secteurs (financier, agricole, minier...). Tous espèrent se tailler une part du gâteau tel des vautours génocidaires.

1. United States Agency for International Development, agence gouvernementale des États-Unis chargée soi-disant de « l'assistance humanitaire » dans le monde. C'est cette même agence qui a soutenu financièrement les stérilisations forcées des femmes indigènes au Pérou dans les années 1990, sous le gouvernement de Fujimori.

Au Sri-Lanka, le piège de la dette se resserre

L'État insulaire situé à une trentaine de kilomètres au sud-est de l'Inde est en proie à une crise financière d'une ampleur inédite. Alors que le taux de pauvreté a doublé entre 2021 et 2022, passant de 13,1 % à 25,6 % selon la Banque Mondiale, le président Ranil Wickremesinghe a annoncé des réductions conséquentes des pensions de retraite. Ça n'est pas sans rappeler une certaine réforme en France et d'ailleurs, Emmanuel Macron s'est payé un voyage à Colombo, capitale du pays, le 28 juillet dernier. Mais que se cache-t-il derrière cette visite d'État ?

Nous n'allons pas tergiverser, c'est bien une concurrence inter-impérialiste féroce dont il s'agit, à commencer par l'impérialisme étasunien. Ces derniers, agissant derrière

le Fonds monétaire international (FMI), ont conclu avec le gouvernement complice un prêt de 2,9 milliards de dollars en échange de réformes libérales. Par ailleurs, cette indécente réforme des pensions est, elle aussi, une conséquence d'une « aide financière » du FMI.

Autre acteur majeur : la Chine qui est en tête de gondole des créanciers étrangers du pays. En effet, le géant asiatique est très connu pour sa prise de contrôle du port de Hambantota¹, après que le Sri Lanka se soit retrouvé dans l'obligation de céder la concession de l'infrastructure suite à un défaut de paiement d'1 milliard de dollars. Ce cas d'école, enseigné jusque dans les ly-

1. Port situé à la pointe sud du Sri Lanka, à proximité des routes maritimes internationales.

cées français, est la démonstration du projet impérialiste des « nouvelles routes de la soie ». On peut également citer l'Inde qui a lié par plusieurs prêts sa Banque centrale avec son voisin du sud, ou encore le Japon, ce dernier participant à la « restructuration de la dette ».

Quant à la France, on peut lire sur le site de l'Élysée : « Les deux présidents ont abordé les projets de coopération bilatérale en cours, notamment dans le secteur de l'eau et de l'électricité, et l'importance d'approfondir et d'élargir à d'autres secteurs cette coopération. » Il va sans dire que la bourgeoisie impérialiste française, mise à mal en Afrique, est déjà à la recherche de nouveaux débouchés et compte bien sur le gouvernement de Macron pour les trouver.



Brésil : des familles paysannes expulsées reprennent leurs terres

Dans les campagnes du Brésil, les masses paysannes et indigènes continuent le combat qui les oppose aux grands propriétaires terriens et aux monopoles étrangers. Le combat de ces paysans est aussi le nôtre : la quasi-totalité des entreprises du CAC40 (39) ont une filiale au Brésil.

En 2022, le pays est la 1^{ère} destination des investissements directs à l'étranger des monopoles français, en faisant le troisième plus gros investisseur étranger pour 40 milliards de dollars. Ceux qui exploitent et tuent les ouvriers et paysans du Brésil, qui pillent la terre, sont les mêmes qui se gavent sur notre travail : les géants Casino, Carrefour, ArcelorMittal, Renault, Engie, etc.



Les révoltes paysannes se poursuivent dans le pays, sans que les récentes élections ne changent la perspective révolutionnaire pour les paysans en lutte. Depuis cet été, les saisies de terres se poursuivent et la Ligue des paysans pauvres (LCP) appelle à la révolution des paysans en armes pour reprendre possession de leurs terres. Fin juillet, alors que les persécutions judiciaires se poursuivent contre des paysans rebelles, le gouvernement annonçait une nouvelle aide aux grands propriétaires fonciers, l'équivalent de 62 milliards d'euros. Suite à ces annonces les 26 et 27 juillet, ce sont 800 familles paysannes qui se sont emparées de terres de grands domaines dans les états de Pernambouc (est du pays) et Goiás (où est enclavée la capitale, Brasília). Ces terres appartiennent aujourd'hui pour partie à une riche famille de politiciens corrompus et d'hommes d'affaires, pour l'autre partie à l'État brésilien, ancien terrain privé lié à l'exploitation sexuelle et la traite d'êtres humains selon le Mouvement de paysans sans terre (MST). Ce dernier terrain avait déjà été occupé en mars pour attirer l'attention de l'État, mais expulsé sans suite par la police militaire.

Le 19 août, 100 familles paysannes soutenues par la LCP se sont saisies de 6 800 hectares de terres abandonnées dans l'état du Minas Gerais (au sud du Brésil), appartenant à une société minière. Le 21 août, dans le Pernambouc, de actions de défense de terres ont été organisées contre un grand propriétaire qui tentait d'étendre son terrain avec un préten-

du permis de construire. Plusieurs dizaines de paysans se sont opposés à la sécurité privée, puis à la police militaire corrompue. Deux jours plus tard, c'est 80 familles qui récupèrent une partie des terres volées en organisant une journée de travail collective dès 6 h du matin, après l'avoir décidé en assemblée. Au chant de l'hymne « Conquérir la terre », c'est 4 hectares qui étaient déjà cultivés à midi. Malgré les intimidations des grands propriétaires et de la police, les paysans ont tenu bon.

Plus récemment, dans l'état du Paraná (sud), des tensions se sont ravivées entre autochtones de l'ethnie Kaingang et un grand propriétaire revendiquant leurs terres. En 1995, l'État a cédé à la communauté 6 300 hectares de terres à la communauté, chevauchant des terrains que les grands-propriétaires refusent de céder. Déjà en 2017, une occupation avait été organisée, aboutissant à un accord aujourd'hui non respecté. 300 indigènes ont donc décidé de récupérer définitivement leur dû le mois dernier, l'affaire étant renvoyée devant la justice, avec en attendant une interposition de la police militaire.

Les fruits des terres du Brésil sont aujourd'hui dans nos supermarchés. Les grandes enseignes payent la répression de la paysannerie révoltée et la corruption des autorités avec leurs marges records. Exploitation, répression, inflation, pollution ne sont que les conséquences d'un système à bout de souffle, en crise permanente.

Actualités de la Révolution aux Philippines



Aux Philippines, la crise de l'inflation a été particulièrement forte cet été. Le journal *Ang Bayan*, journal du Parti Communiste, analyse que cela est dû à la politique du régime de Ferdinand Marcos Junior, nouveau président, fils du tyran Ferdinand Marcos.

Pour *Ang Bayan*, cette politique « détruit les forces productives et renforce les forces agraires, non-industrialisées et économiquement arriérées. La capacité de produire de la nourriture et d'autres biens diminue et dépend de plus en plus des importations, des prêts extérieurs et des investissements étrangers. » La situation favorise donc les grands groupes bancaires et industriels étranger, notamment des États-Unis ou de Chine. La situation est pire là où le régime de Marcos autorise les grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore¹ et les capitalistes étrangers à s'emparer de centaines de milliers d'hectares

1. Type de bourgeoisie des pays dominés par des puissances impérialisme, tirant ses revenus de l'exploitation des ressources de son propre pays par des monopoles étrangers. Aux Philippines, il y a principalement des compradores liés aux intérêts états-uniens et chinois.

pour des plantations, des mines et des projets d'énergie « verte », entre autres. « Des centaines de milliers d'agriculteurs sont contraints de quitter leurs terres, privés d'autres moyens de production et de subsistance, ce qui entraîne une faillite et une pauvreté généralisées. » Pour eux, « Ce n'est qu'en parvenant à une véritable liberté face au contrôle étranger que l'on pourra établir une nation, sensible aux besoins du peuple, autonome, et avancer vers une ouverture socialiste moderne et progressiste. » Le journal décrit ici la situation des pays dominés par les monopoles des pays impérialistes, qu'ils soient nord-américains, d'Europe occidentale, de Chine, de Russie ou du Japon. Dans ces pays, les révolutionnaires doivent non seulement lutter pour les droits démocratiques élémentaires et contre la corruption des élites, mais aussi pour le partage de la terre, dont les grands propriétaires travaillent de concert avec les puissants monopoles pour l'exportation du pays.

Sous la direction du Parti communiste des Philippines (CPP) et par l'action de l'Armée Po-

pulaire (NPA²), la révolution se poursuit dans les campagnes de l'archipel, armes à la main face à l'armée du vieil État corrompu, surtout par les États-Unis. Le 15 juin, la NPA a pu tuer 22 soldats de l'État dans une offensive au sud de l'archipel. 18 autres soldats ont été blessés en juin et juillet. Le 22 août, le tribunal révolutionnaire a exécuté une condamnation à mort de Levy Sanoy, grand propriétaire coupable d'espionnage et de collusion avec les forces gouvernementales, grâce à qui les forces de police ont réprimé des révolutionnaires. Cette exécution a eu lieu un an après l'assassinat des dirigeants Ka Laan (Benito Tiamzon) et Ka Bagong-Tao (Wilma Austria-Tiamzon), président du Comité exécutif et Secrétaire générale du CPP, exécutés après d'atroces tortures par l'AFP³.

Dans cette guerre s'oppose deux classes, deux armées, deux ordres. Réactionnaires contre révolutionnaires, l'AFP contre la NPA, l'impérialisme contre le communisme. Les masses travailleuses des Philippines, paysans et ouvriers, se battent contre un ordre corrompu et violent, contre l'exploitation qui ronge leurs os et leurs muscles, contre un ordre qui brutalise chaque jour toujours plus leur humanité. La révolution s'organise et se développe, jusqu'à abattre définitivement les « deux grandes montagnes », l'impérialisme et le féodalisme, et consolider durablement le pouvoir du peuple.

2. La NPA (*New People's Army*) est l'armée du Parti communiste, qui mène aujourd'hui une guerre de guérilla pour conquérir le pouvoir. Elle redistribue les terres et organise un pouvoir démocratique dans les zones qu'elle contrôle.

3. L'AFP (*Armed Forces of the Philippines*) est l'armée du régime fasciste philippin, qui est formée et armée principalement par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

◀ Ka Laan (Benito Tiamzon) et Ka Bagong-Tao (Wilma Austria-Tiamzon), dirigeants du Parti communiste des Philippines, exécutés par l'armée du gouvernement fasciste en 2022.



Théorie : la longue crise économique de l'impérialisme pourrissant

En France, à l'été 2023, le gouvernement a annoncé faire un chèque de 200 millions d'euros au lobby du vin pour qu'il... détruise ses stocks de bouteilles¹. Cette dépense étrange, qui équivaut au budget des Restos du Cœur, n'est pas anodine. Elle nous rappelle que le régime capitaliste est, de façon unique dans l'Histoire, un mode de production qui ne produit pas pour des besoins, mais surproduit pour sa propre logique.

1) Les crises de la production capitaliste et leur impact sur nos vies

Pourquoi les industriels ont-ils besoin de détruire leurs bouteilles de vin ? Pour le comprendre, il faut se rendre compte du fonctionnement de l'économie capitaliste. La contradiction basique de cette économie, c'est que la production est sociale, et l'appropriation est privée. Cela veut dire que la majorité de la population travaille pour produire des biens et des services pour un marché anonyme, social. On ne cultive plus les légumes qu'on mange, on les achète et toute la réalité de la production nous échappe. Le produit du travail est approprié par les propriétaires de l'entreprise pour laquelle on travaille : les capitalistes.

Ces capitalistes fonctionnent indépendamment les uns les autres, chacun cherchant à conquérir le marché de l'autre, à s'étendre, à devenir le monopole. On appelle ce fonctionnement l'anarchie de la production. La production capitaliste cherche à reproduire et accumuler de la plus-value, elle utilise pour ça le profit comme indicateur.

Une fois ces aspects clarifiés, on peut mieux comprendre la question des crises. Elles commencent par nous permettre de comprendre que les crises ne tombent pas de nulle part. Derrière les chiffres qui montent et qui descendent, les courbes qui mystifient l'économie et la finance, il y a le capital. Et le capital, comme nous l'avons vu, ce n'est pas une relation entre des choses figées, c'est une relation sociale, entre des gens : des capitalistes, des

prolétaires... L'anarchie de la production, par exemple, c'est le conflit entre les capitalistes de Leclerc et de Carrefour, pas simplement des chiffres sur un ordinateur.

Par conséquent, les crises, elles aussi, proviennent de cette relation sociale entre des gens, pas des choses comme le manque de matières premières ou d'usines. Il n'y a pas, d'un côté, « l'économie réelle » qui serait saine, et « l'économie financière » qui serait spéculative, cupide et mènerait aux crises. Tout le capitalisme, pris dans son ensemble, est un système qui mène aux crises.

Derrière les courbes qui mystifient l'économie et la finance, il y a le capital

Karl Marx, dans son œuvre *Le Capital*, décrit le capitalisme comme une unité de contraires entre la production et la circulation. Que se passe-t-il dans la production lors des crises ? De la surproduction. Dès 1847, le constat était clair dans le *Manifeste du Parti Communiste* : « Ces crises détruisent régulièrement une grande partie non seulement des produits fabriqués, mais même des forces productives déjà créées. Au cours des crises, une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société - l'épidémie de la surproduction. »

La question qui suit logiquement est : que se passe-t-il dans la circulation maintenant qu'il y a surproduction ? Surproduction de quoi, ça n'a pas d'importance : aujourd'hui en 2023, il n'y a pas que le vin qui soit dans cette spirale infernale. En effet, le secteur du vêtement surproduit à hauteur de 10 % à 40 % selon les branches, et toute la surproduction conduirait au moins à 163 milliards de pertes annuelles².

Cette surproduction doit s'écouler dans la circulation. La circulation se fait par l'intermé-

diaire de la monnaie : elle s'échange contre des marchandises tous les jours.

Marx écrit dans le *Capital* : « La fonction de la monnaie comme moyen de paiement implique une contradiction sans moyen terme. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate dans le moment des crises industrielles ou commerciales auquel on a donné le nom de crise monétaire.

Elle ne se produit que là où l'enchaînement des paiements et un système artificiel destiné à les compenser réciproquement se sont développés. Ce mécanisme vient-il, par une cause quelconque, à être dérangé, aussitôt la monnaie, par un revirement brusque et sans transition, ne fonctionne plus sous sa forme purement idéale de monnaie de compte. Elle est réclamée comme argent comptant et ne peut plus être remplacée par des marchandises profanes. »

A notre époque, le mécanisme qui est décrit ici est très développé : le crédit est une forme basique de l'économie, présente à tous les niveaux, des États aux banques. Lorsqu'il y a une crise, que la surproduction arrive sur le marché, tout se contracte. La monnaie manque pour faire circuler tous ces produits, la bulle explose, et d'un coup, plus personne ne veut boire du vin ! Enfin, ça, c'est la version du capitaliste qui veut récupérer son investissement, qui soudain panique car les prix des matières premières grimpent et que plus personne n'achète son vin. Après avoir cherché à s'étendre à tous les marchés du monde, il perd tout et accuse la « sous-consommation ».

Friedrich Engels, qui a travaillé d'arrache-pied avec Marx, explique dans *l'Anti-Dühring* : « L'énorme force d'expansion de la grande industrie, à côté de laquelle celle des gaz est un véritable jeu d'enfant, se manifeste à nous maintenant comme un besoin d'ex-

1. « Une subvention de 200 millions d'euros pour... détruire du vin », *Le Figaro*.

2. Fondation Avery Danison.

l'expansion qualitative et quantitative, qui se rit de toute contre-pression. La contre-pression est constituée par la consommation, le débouché, les marchés pour les produits de la grande industrie. Mais la possibilité d'expansion des marchés, extensive aussi bien qu'intensive, est dominée en premier lieu par des lois toutes différentes, dont l'action est beaucoup moins énergique. L'expansion des marchés ne peut pas aller de pair avec l'expansion de la production. La collision est inéluctable et comme elle ne peut pas engendrer de solution tant qu'elle ne fait pas éclater le mode de production capitaliste lui-même, elle devient périodique. La production capitaliste engendre un nouveau « cercle vicieux ».

On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie ; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus sens dessous. La collision économique atteint son maximum : le mode de production se rebelle contre le mode d'échange, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes. »

Autrement dit, voilà 175 ans que, périodiquement, le capitalisme détruit les forces productives qu'il a lui-même créé afin de maintenir

un mode de production qui permet à quelques uns de profiter de l'immense production sociale des autres. Pour qu'il y ait des yachts et des jets privés, il faut que 50 % des jeunes en France aient des difficultés à manger et s'habiller dignement³. Pour qu'il y ait du vin à détruire, il faut que la faim et la soif tuent plus de 10 millions de personnes par an⁴. Le chômage, l'inflation galopante, la crise du logement, tous ces résultats de la crise trouvent leur origine dans les contradictions basiques du capitalisme.

« On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente »

2) La crise générale de l'impérialisme pourrissant

Nous vivons aujourd'hui dans la période que le révolutionnaire Lénine a qualifié « d'impérialisme ». À notre époque, le capitalisme n'est pas un phénomène isolé à quelques pays. Quand le marché de l'immobilier éternue aux USA, le monde entier attrape la crève : on peut

se rappeler de la crise de 2007-8 qui avait lancé une série de chocs, comme par exemple la crise de la dette en Europe.

La crise dans laquelle nous vivons n'est pas simplement une crise économique. Elle n'a pas été causée, accidentellement, par la pandémie de COVID. Elle se profilait depuis 2019, avec la guerre commerciale entre USA et Chine par exemple. L'extension fabuleuse de la dette entre 2020 et 2021, pour financer les États et l'économie, est payée au-

jourd'hui par les masses dans chaque panier de courses qui permet aux monopoles d'arrondir leurs marges. Les ministres ont beau dire que « ça se calme », le rééquilibrage entre les prix et les salaires est bien en défaveur des prolétaires, et en faveur des bourgeois.

Mais il faut prendre du recul. La crise de l'impérialisme est générale. Elle concerne de multiples aspects, de sa base économique à ses expressions sociales, politiques, culturelles, environnementales, militaires etc. De plus, cette crise se spécifie de façon différente à chaque pays, et particulièrement entre les pays impérialistes et les pays opprimés. Là où la crise veut dire se serrer la ceinture en France, elle peut signifier la famine ou la mort au Congo ou au Soudan. Depuis les années 1980, c'est la norme de l'impérialisme : pas un cycle de destruction puis de production galopante, mais une crise économique qui revient alors même que les effets de la précédente ne sont pas réglés.

3) Une production pour les besoins, pas seulement une redistribution

Pour résoudre le problème du mode de production capitaliste, il ne suffit pas de redistribuer, comme le prétendent les économistes capitalistes « de gauche » qui veulent des grands investissements d'État ou une « planification écologique ». Bien qu'il y ait de plus en plus d'inégalités et un fossé grandissant, c'est le propre même du capitalisme à son stade impérialiste, on ne peut pas l'accommoder.

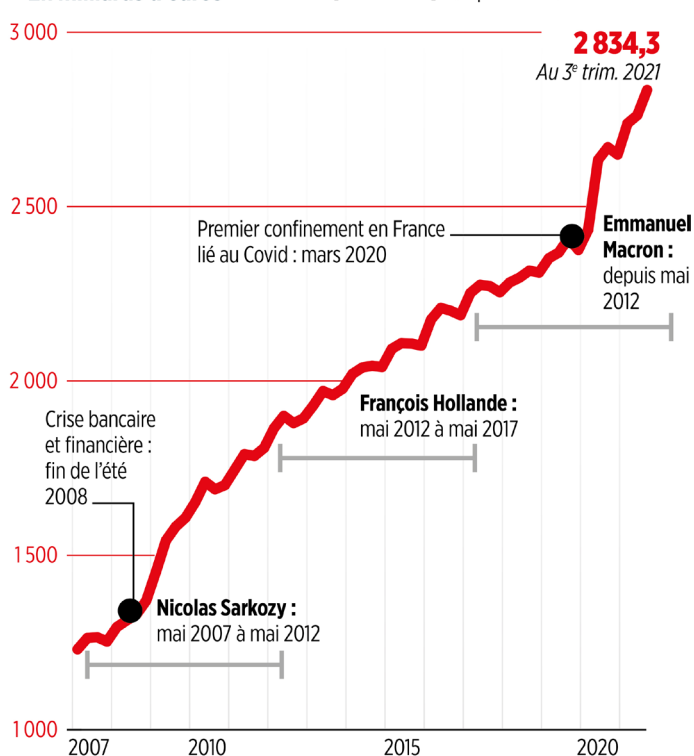
Le socialisme, au contraire, permettra de régler le problème à la base, en mettant les besoins du peuple comme indicateur de la production, permettant de se débarrasser des crises économiques, de la montée des prix, du chômage, des logements chers... Seul le prolétariat peut diriger cette société.

Et comme le capital est une relation sociale, un rapport entre des gens, la crise rappelle donc sans cesse au prolétariat qu'il faut briser le pouvoir de la bourgeoisie, qui maintient son colosse aux pieds d'argile qui déchaîne la barbarie.

Sa production effrénée pour exploiter davantage n'est pas une fatalité. En se détruisant lui-même lors de la crise, l'impérialisme montre qu'il n'est qu'un déchet, un produit de l'histoire ancienne, qu'il faut balayer. Mais comme tout force, c'est le prolétariat international et toutes les masses populaires au sein de la Révolution Proletarienne Mondiale.

La dette en France

En milliards d'euros



3. Secours Populaire.
4. ONU, *Le Figaro*.



Travailleuses handicapées en ESAT, établissement « spécialisé » où le Code du travail ne s'applique pas.

En France, la stérilisation honteuse des femmes handicapées

La stérilisation forcée est la pratique visant à réaliser une opération chirurgicale afin de limiter définitivement la capacité de la patiente à procréer. Cette pratique est déclarée illégale dans l'Union Européenne suite au traité de Rome de 1998, mais de nombreux pays refusent d'appliquer les directives à ce sujet, y compris en France.

Certains pays vont parfois jusqu'à autoriser la pratique de la stérilisation forcée sur des patientes mineures, comme en Hongrie ou au Portugal. En France, la pratique est officiellement illégale, mais de nombreuses stérilisations non-consenties sont effectuées chaque année, visant pour beaucoup des femmes présentant un handicap intellectuel, qui sont non ou peu verbales, sous tutelle ou curatelle. On estime qu'environ 2 % des femmes handicapées en France ont été stérilisées contre leur gré¹.

Pourquoi parle-t-on du caractère forcé de ces stérilisations ? Parce que c'est la famille ou le tuteur légal qui, dans l'immense majorité des cas, prend la décision pour la patiente. Cela se fait souvent sans certitude que les tenants et les aboutissants, le caractère définitif d'une

telle opération, soient bien compris par la personne qui va la subir. On ne peut pas parler de consentement éclairé dans ces cas-là et il devrait dans ce cas être impossible d'après le code de déontologie de la médecine de procéder à un tel acte.

À travers cette pratique, on voit le contrôle sur les corps et les psychés considérés comme déviants et jugés superflus dans le système capitaliste

À travers cette pratique, ce que l'on peut voir c'est la non-considération de l'autonomie des personnes handicapées, le contrôle sur les corps et les psychés considérés comme déviants, jugés superflus dans le système capitaliste. Et il ne s'agit là que de la forme extrême de ce contrôle qui vise à décourager les personnes handicapées à fonder une famille, à avoir une sexualité et jouir pleinement de leurs propres corps. Cela n'est pas sans rappeler la doctrine eugéniste, visant à éliminer les

« tares » en opérant à une sélection génétique des êtres humains, justifiant des stérilisations de masses de femmes « faibles d'esprit » aux USA.

Aujourd'hui les personnes handicapées sont souvent utilisées comme ouvriers bon marché dans les ESAT², non soumis au Code du travail et permettant de les maintenir dans des conditions d'exploitations honteuses, les privant de leurs droits en tant que travailleurs. Pour rentrer dans ces établissements il est nécessaire d'être sous une forme de contraception, et les familles préfèrent parfois faire le choix de la stérilisation plutôt que d'une forme de contraception adaptée et réversible, privant ainsi du même temps leurs enfants handicapés de la capacité à décider de leurs conditions de vie et de la possibilité de fonder une famille.

Bien souvent les personnes handicapées ne sont pas considérées comme des sujets de leurs propres vies et des décisions sont prises « pour leur bien » à leur place. Stériliser quelqu'un contre sa volonté, tout comme la placer en ESAT, ce n'est pas prendre une décision pour son bien, c'est acter que sa vie ne lui appartient pas. Les personnes handicapées ne sont pas des objets et méritent de pouvoir décider elles-mêmes de leur vie, leur travail, leur sexualité, leurs luttes.

1. Données du « Rapport sur les problèmes posés par les pratiques de stérilisation des personnes handicapées », publié par l'Inspection générale des affaires sociales en 1998.

2. Établissement et service d'aide par le travail.

Actions marquantes de ces dernières semaines

CAMP D'ÉTÉ ▶

Les Jeunes Révolutionnaires étaient une cinquantaine à l'occasion de leur camp d'été au mois d'août, avec des temps politiques, de camaraderie et des pratiques artistiques. La Cause du Peuple était présente et y a tenu une table de presse.



◀ RENNES

Les Jeunes Révolutionnaires de Rennes ont organisé un tournoi de foot populaire en soutien à Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste pour la cause palestinien et prisonnier politique en France depuis 39 ans.

LIMOGES ▶

Le comité de la Cause du Peuple de Limoges a organisé une après-midi pour la Palestine, avec un goûter et des activités pour enfants qui ont pu dessiner en soutien à la lutte des Palestiniens et à Georges Abdallah.



LYON ▶

Mi-septembre, à la Bourse du travail de Lyon, le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES) a organisé un meeting portant sur la nécessité d'organiser la riposte révolutionnaire contre le capitalisme.



Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements



La Cause du Peuple poursuit sa campagne d'abonnements ! Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens. Ces abonnements annuels vous garantissent de recevoir **10 à 12 numéros**.

**Abonnement auprès d'un comité local :
30 €/an**

Rendez-vous auprès de notre réseau de militants dans différentes villes de France pour cette formule.

► Paiement en espèces auprès d'un comité local.

**Abonnement postal :
40 €/an**

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de chaque numéro.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

**Abonnement de soutien :
à partir de 50 €/an**

Cette formule comprend l'envoi à domicile de chaque numéro, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

Écrivez-nous à cdp.abonnements@protonmail.com pour l'abonnement postal et l'abonnement de soutien, en précisant votre adresse (voirie, numéro, commune et code postal) et numéro ou nom de boîte à lettres, ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.